L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. RUE DE CHARTRES No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 11 DECEMBRE 1861.

G. P. WEISSE, G. LIBERT. N. DUVOUR, G. HARDY. Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 11 DECEMBRE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par D. E. Morphy—Quincaillerie.
Par P. J. Séar; 74, Chartres—Bijouterie, montres, &c.

Par le Shérif, à midi, au City Hotel, rue de la Commune—Un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé rue Prytanée, entre Route et Cédar District.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, dans la rue Vieille-Levée, No 88—Acide sulfurique, chandelles, sucre, huile d'olives, amandes, vermouth, &c., &c.

Les nouvelles.

Le télégraphe nous a apporté, hier, toute une colonne de nouvelles à sensation. Les propositions de compromis faites au Sénat des Etats Unis par Saulsbury, du Delaware, la déclaration de Seward, la lettre de Russell au *Times* de Londres sur les dispositions du cabinet de Lincoln à accepter un arbitrage, tout cela semblait coïncider, et les gens crédules se demandaient ce qu'il fallait penser de cette lueur apparente de paix. Au fond, cela se réduit à bien peu de chose. La proposition du sénateur du Delaware, (état à esclaves) peut avoir été dictée par un sentiment honorable, mais elle n'avait pas plus de chances d'être acceptée par le Congrès fédéral que par les Etats Confédérés.

Le gouvernement de Richmond n'accueillera de propositions de paix que si les Etats Unis consentent à traiter avec lui de puissance à puissance, en prenant pour base la reconnaissance des Etats Confédérés comme nation distincte et séparée. Toute proposition pour la *préservation de l'Union et le maintien de la Constitution* ne mérite même pas d'être prise en considération. C'est un non sens, car on ne maintient pas ce qui n'existe plus. D'un autre côté, le parti républicain noir, qui a la majorité dans les deux chambres, ne consentirait jamais à confier à des hommes comme ceux qui sont désignés dans la résolution, la haute mission de travailler à un compromis, quelles qu'en dussent être les bases. Il craindrait trop de les voir regagner une influence toute puissante sur les masses et devenir assez forts, par l'appui de l'opinion publique, pour imposer leur décision à Lincoln et au Congrès. Les résolutions de M. Saulsbury serviront peut être de prétexte à une discussion, mais elles n'obtiendront pas plus de deux ou trois voix dans le Sénat.

La déclaration, attribuée par un correspondant à Seward, est tout soit peu du genre dédaigneux "moins on se battra, plus grande est la certitude d'une prompte paix." Qu'a voulu dire cet oracle? Qu'une lutte même serait en pure de deviner l'énigme. Dans une autre occasion, Seward aurait promis qu'avant peu de jours il pourrait annoncer une grande nouvelle. Il est peu probable qu'il ait voulu parler de la paix. Il faisait, sans doute, allusion à la prise d'Ocracoke, qui l'avait, en effet, rendu le jour maître du Nord, ou au résultat espéré de quelqu'une des grandes expéditions navales.

Vis-à-vis d'adversaires d'aussi mauvaise foi que Seward et Lincoln, le Sud ne saurait trop se méfier des pièges. En cas de rupture avec l'Angleterre, le gouvernement de Washington aurait intérêt à obtenir une amnistie ou une suspension provisoire d'hostilités, sous prétexte de compromis, afin de pouvoir tourner son attention et ses forces vers ce nouvel ennemi, sauf à reprendre plus tard en tâche de coercition interrompue. Mais nous ne croyons pas qu'à moins d'y être forcée par de nouvelles défaites, l'administration de Lincoln renonce aussi facilement à soumettre le Sud. Son nouveau plan nous paraît être d'éviter les grandes batailles et d'avancer pas à pas sur les frontières tout en multipliant les points d'occupation sur les côtes. Au lieu d'une guerre courte et décisive, les conseillers de Lincoln ont adopté la tactique d'une guerre longue destinée à épuiser les ressources et la patience des Etats Confédérés.

Cette idée du maintien de l'Union est tellement enracinée dans l'esprit des gens du Nord qu'ils ne l'abandonneront qu'à la dernière extrémité. Si les complications de la politique étrangère et les embarras croissants, qui menacent d'entraver à l'intérieur la marche du gouvernement fédéral, rendaient la situation trop difficile, nous ne serions pas étonné de voir le cabinet chercher à en sortir par une levée provisoire du blocus pour satisfaire les puissances européennes et par la proposition d'un armistice entre les combattants. Mais il n'aurait recours à ces moyens qu'avec la pensée secrète de reprendre, au mois d'avril ou de mai, son œuvre interrompue, et il mettrait à profit l'armistice pour préparer de nouvelles expéditions contre nous sur une plus grande échelle que celles qui ont opéré sur les côtes des Carolines et de la Géorgie.

Les querelles intestines des républicains opèreront une diversion assez puissante en ce sens qu'elles gêneront l'action du gouvernement fédéral, mais celui ci se trouve, par suite de la guerre, dispensateur de trop de faveurs pour perdre sa majorité dans le Congrès. Un changement de ministère amènerait une modification à peine notable dans la politique de Lincoln. La tendre de plus en plus abolitioniste qui prennent les républicains noirs leur gagner quelques partisans dans le Kentucky et le Missouri, mais il ne faut pas s'exagérer l'importance de ce résultat. Entre le Nord et le Sud la démarcation est aujourd'hui bien tranchée, et la guerre ne peut se terminer que par la soumission des Etats Confédérés ou par la reconnaissance absolue de leur indépendance. Or, il n'y a pas encore en assez de sang versé pour que le Nord, après avoir mis 500 mille hommes sur pied, équipé 200 navires et dépensé 300 millions, consente à s'avouer battu en renonçant subitement à ses prétentions. La Grande Bretagne a lutté sept ans contre les colonies avant de se rendre à l'évidence. Les hommes qui gouvernent à Washington ne sont ni moins entêtés ni moins orgueilleux que ne l'étaient les ministres anglais.

Notre conclusion est donc qu'il faut mettre à profit les embarras de nos ennemis et pousser la guerre avec plus d'énergie que jamais. Que le Sud se garde surtout des promesses trompeuses par lesquelles on essaiera d'endormir sa vigilance et que, loin de ralentir ses préparatifs de défense, il redouble d'efforts et de sacrifices pour faire d'une façon irréfutable ses preuves d'indépendance.

AFFAIRES DANS LE MISSOURI.—Le *Memphis Avalanche* publie un article sur les mouvements des généraux Price et McCulloch, depuis la bataille de Oak Hill. Il explique comment après la victoire McCulloch resta avec 1,500 hommes par suite du départ des troupes d'Etat de l'Arkansas que leur commandant licencia. Il fit un appel au Texas, à la Louisiane et à l'Arkansas, mais ce ne fut que lentement qu'il put reformer une petite armée. D'accord avec Price, il établit son quartier-général dans le comté de Benton pour protéger Fayetteville et s'avancer vers Springfield, quand Price qui était à Cassville s'avancerait de son côté. Ils s'étaient décidés à prendre leurs quartiers d'hiver dans ces endroits, lorsque l'armée de Fremont, après le rappel de ce général, battit en retraite vers St Louis. Price se mit alors en marche vers la rivière Missouri mais sans avoir l'intention d'aller du côté de St-Louis. L'appel qu'il a fait pour obtenir 50,000 volontaires Missouriens, annonce peut-être un changement de détermination. Sa conduite dépendra du nombre de troupes qu'il réunira. Le force de McCulloch composée de cinq régiments incomplets a pris ses quartiers d'hiver près du fort Smith. McCulloch était attendu hier à Memphis en route pour Richmond.

BEFRÉAILLES. — Sur la proposition de M. Calfax, de l'Indiana, et sur celle de M. Odell, de New York, la chambre des représentants à Washington a adopté deux résolutions pour requérir le Président de faire subir à MM. Mason et Slidell le même traitement que subissent les colonels fédéraux Corcoran et Wood, prisonniers confédérés. Le Congrès entre dans une voie qui peut conduire à bien des extrémités, mais il oublie que le Sud a trous prisonniers contre le Nord en. Corcoran et Wood n'ont été mis en cellule que pour répondre du sort des corsaires, condamnés et traités comme pirates.

[illegible] NOUVELLE-ORLEANS [illegible] FRANÇAISE.—Les [illegible] française, destinés à faire [illegible] navale qui doit opérer [illegible], sont partis de Brest [illegible] décembre, pour se rendre à [illegible] fixé pour la réunion [illegible] de guerre français. Cette [illegible] se compose des Antilles et d'Amérique, [illegible] un effectif de 20 à 40 bâtiments de guerre.

☞ Le Collège Commercial de Delbear a été transporté dans la rue du Canal, No 176, où il y a des appartements pour les dames, les maîtresses et les jeunes gens qui désirent acquérir les connaissances commerciales nécessaires.

Par le Telegraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

(DEPECHES DE L'APRES MIDI.)

Compagnie du télégraphe du Sud-Ouest.

Vickesburg, 10 décembre.—La Compagnie du télégraphe du Sud-Ouest a commencé à placer un second fil sur la ligne de la Nouvelle Orléans à Jackson, Mississippi. Ce fil reliera cette ligne à la ligne qui va à Meridian et de là à Mobile. Ce travail sera bientôt terminé, la compagnie étant pourvue de fils et d'isolateurs.

(DEPECHES DE NUIT.)

De Richmond.

Le Kentucky admis dans la Confédération.

Richmond, 10.— *L'Examiner* de ce matin dit que le Congrès a passé en séance secrète un bill admettant le Kentucky dans la Confédération du Sud, et l'admission est maintenant définitive, attendu que les commissaires nommés à Russellville avaient plein pouvoir d'agir au nom du Kentucky. Les derniers journaux du Nord constatent l'arrestation à Baltimore de A. Whibraham, de la Georgie.

De Brashear City.

Brashear City, 10.—Le lieutenant Shepperd commandant le steamer confédéré *Mobile* vient d'arriver ici avec un lieutenant et neuf yankees prisonniers, de la goélette *Adam Taylor*, qui a fait naufrage près de la Passe Sabine. Ils partent pour la Nlle Orléans par un train spécial, cette après-midi.

De Nashville.

Forts arrivages de troupes fédérales dans le Kentucky.

Nashville, 10 déc.—Les journaux de Louisville du 1er, rapportent qu'il est arrivé là depuis quelques jours le régiment de cavalerie de Pennsylvanie, le 59, le 38 et le 16e régiments de l'Ohio, et le 15e et le 17e régiments de l'Indiana.

Le chemin de fer de Louisville et de Nashville donne avis, sous la date du 1er, qu'il ne recevra plus de frêt jusqu'à nouvel ordre. Ceci veut dire, à n'en pas douter, que le chemin est occupé à transporter des troupes fédérales du côté de Bowling Green.

C. Des résolutions ont été introduites dans la Législature de Kentucky, dénonçant les opérations du gouvernement provisoire et déclarant qu'elles sont une trahison et aussi soigneusement à l'abri du Kentucky que proclamation dans le but de prévenir le peuple de ne pas prêter assistance aux rebelles et d'ordonner à ceux qui l'ont déjà fait de se disperser et renoncer à leur allégeance. Il vient d'être présenté à la Chambre un bill ordonnant que toute personne qui aura donné aide et assistance aux rebelles contre les Etats Unis, sera incapable d'occuper aucunes fonctions publiques salariées ou honorifiques.

Le général Buckner est parti de Bowling Green il y a quelques jours sous le couvert d'un drapeau parlementaire, avec le corps de son enfant mort, pour le faire enterrer à Louisville. Le gen. McCook a refusé de reconnaître le drapeau et Muse Buckner a été obligée de revenir.

DE MEMPHIS.

Memphis, 10—New Madrid est fortifié et 2 régiments y ont été envoyés hier. Des discours ont été prononcés par le gouverneur Jackson, le général Thompson et le général Pillow, et beaucoup de hommes que connaît le général Thompson se sont enrôlés à nouveau.

Rien d'important de Columbus.

L'attaque contre Cairo, dont il avait été question a été abandonnée. Le *Memphis* est arrivé à Columbus dimanche dernier.

DE RICHMOND.

Richmond, 10 déc.—Le Congrès a passé et le président a approuvé :

1o un acte autorisant le président à enrôler pour la guerre tel nombre de matelots que de raison, pourvu toutefois qu'il n'excédera pas 2000.

2o Un acte autorisant le président à nommer un chef de musique pour chaque régiment de l'armée.

3o Un acte autorisant le secrétaire de guerre à se choisir un assistant secrétaire auquel il est alloué un salaire de $3000 par an.

4o Un acte admettant le Kentucky dans la Confédération sur le même pied que les autres Etats qui en font déjà partie.

M. Robert, de la Virginie, présidant aujourd'hui l'assemblée, par intérim, à raison de l'absence de M. Stephens, qui est indisposé et M. Cobb étant sur le Pédimont.

De Charleston.

Charleston, 10.—Le *Courier* de ce matin dit que la flotte de Lincoln a mis une goelette samedi. On a vu passer lundi un steamer avec une batterie flottante, ou un dock, à sa remorque. Le *Mercury* dit que les ravitaillements rassurent beaucoup, car on a vu un petit détachement de Fédéraux près de Port Royal, dimanche dernier.

LE BARRAGE DU MISSISSIPPI.—En parlant hier des travaux exécutés au barrage du Mississippi par M. Florentin, nous n'avions entendu parler que de la partie de travail qu'il avait exécutée comme assistant de l'ingénieur, chargé par le gouverneur de la construction du barrage. Cet ingénieur est M. E. Montalag, major d'artillerie de l'armée confédérée, auteur du projet de barrage qui a été exécuté sous sa direction.

BENEDICTION DE DRAPEAU.— La seconde compagnie des Tirailleurs d'Orléans, capitaine S Pissean, fait bénir son drapeau dimanche prochain, 15 courant, à la Cathédrale St Louis. Nous remercions MM. les officiers de l'obligeante invitation qu'ils nous ont adressée.

OUVERTURE DU THEATRE D'ORLEANS.—Les artistes, qui se trouvent à la Nouvelle Orléans, se sont réunis en société et vont commencer, dimanche prochain, la série de leurs représentations. La composition de la troupe permettra de jouer les drames, les vaudevilles, les comédies et les opérettes. Nous espérons que le public soutiendra de son appui cette tentative faite par des artistes de talent, et qui a pour but de nous ouvrir, pour tout l'hiver, un théâtre où l'on puisse aller passer une ou deux soirées parfaitement agréables, et oublier quelques instants les soucis de la politique. La Nouvelle Orléans commerciale d'où elle même et elle était privée de spectacles pendant toute une saison d'hiver. Un peu d'encouragement donné au début de l'entreprise en assurera le résultat.

Nous ferons connaître la composition de la troupe et le programme de la représentation de dimanche.

ESCARMOUCHES AU KENTUCKY.—Nous lisons dans l'*Avalanche* de Memphis, de lundi dernier :

Le télégraphe nous a déjà annoncé que le pont du chemin de fer de Whippoorwill Creek, près Russellville, Ky, avait été brûlé par les Fédéraux, mercredi dernier. Il paraît que ce pont était gardé par dix-huit Confédérés. L'ennemi en ayant été informé par un émissaire qui habite le voisinage, s'approcha en grand nombre, entourèrent les gardiens ; les fit tous prisonniers à l'exception d'un seul, mit le feu au pont et plaçant nos hommes devant leur cavalerie les força de s'avancer au pas de charge, afin d'échapper au danger.

Nous apprenons que samedi matin, le chef ou plutôt l'espion qui a donné des informations aux fédéraux a été arrêté chez lui où il était caché; il se nomme Caldwell; on dit que c'est un chaud partisan de Lincoln, bien qu'il ait passé jusqu'ici pour un ami du Sud. Il demeure près du pont de Whippoorwill.

Nous sommes également informés que les Fédéraux qui ont brûlé le pont ont été surpris samedi matin, que la plupart d'entr'eux ont été faits prisonniers et nos hommes délivrés.

Des dépêches reçues le 7 courant au soir, à Nashville, de Bowling Green, annoncent que le capitaine Morgan, à la tête d'un détachement de cavalerie, s'est avancé jusqu'à cinq milles de l'ennemi et qu'il a brûlé le pont du Bacon Creek que les Fédéraux venaient de reconstruire.—Le capitaine s'est emparé de quelques fusils et de chevaux.

Correspondance Européenne.

Nous empruntons les passages suivants à une correspondance parisienne du 1er novembre, publiée par le *Messager France-Américain*, de New York.

Paris, le 1er novembre 1861.

Il n'y a point d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.— Il n'y a point d'autre organe officiel du gouvernement français que le *Moniteur*, et tous les autres journaux ne sont ni officiels ni semi officiels. Voilà ce que déclare le *Moniteur* pour la vingtième fois peut être depuis dix ans ; voilà ce qui n'empêchera point d'attribuer à certaines feuilles dont l'indépendance consiste à approuver les faits faites par tous les actes du pouvoir, d'être considérées comme parlant au nom de celui-ci lorsqu'elles donneront quelque communication politique d'une certaine importance.

La nouvelle déclaration du *Moniteur* trouvera donc autant d'incrédules que la précédente, même quand les feuilles dont je vous parle n'écriront à leur tour, comme elles le font aujourd'hui : "Nous n'avons rien d'officiel, nos paroles sont d'une indépendance pure." Pourquoi cela? C'est qu'à l'étranger comme en France tout le monde connaît le régime auquel est soumise la presse française ; tout le monde sait que certaines journaux ne publient certaines nouvelles qui après avoir sollicité officiellement l'assentiment *ad hoc* du ministère. Que l'on ait publié une nouvelle législation sur la presse, et alors, mais alors seulement, le *Moniteur* n'aura plus besoin de répéter périodiquement qu'il est le seul journal officiel.

En attendant, deux feuilles que l'opinion publique y obtiennent toujours à considérer comme semi-officielles, la *Patrie* et le *Constitutionnel*, étonnent avec une certaine vivacité l'interrupteur. Le *Patrie*, par l'organe de sa nouvelle rédaction, fait responsable le gouvernement du général Cavaignac la responsabilité de l'occupation de Rome, pour le maintien de laquelle elle se prononce. Les journaux ultramontains lui répondent que le général Cavaignac voulait seulement protéger la sûreté personnelle du souverain pontife en tant que prisonnier politique.

Il n'est pas moins certain que, si le général Cavaignac, pour se concilier l'appui du clergé aux approches de l'élection présidentielle de 1848 décembre 1848, n'avait pas déjà posé les germes de l'expédition romaine, cette expédition n'eût point été pas été conçu par Louis Bonaparte.

Mais la question ne se présente plus dès aujourd'hui dans l'origine du mal, mais bien dans les moyens d'y mettre enfin un terme.

Or, on en est toujours ici au même point, la politique impériale n'ose plus ni avancer ni reculer ; elle est impuissante à sortir de l'impasse où elle s'est engagée, sans mécontenter ou le parti clérical auquel elle doit son avènement, ou l'opinion, à laquelle elle pourrait bien devoir sa chûte. La temporisation de Napoléon III, dont ses flatteurs quand même cherchent à faire un acte de génie, n'est que le résultat d'une pénible impuissance. Cet amour subit qui l'a pris, en 1859, pour l'indépendance italienne ne saurait aller jusqu'à consentir, au détriment du pouvoir temporel, cette unité italienne qui ne saurait être, après tout, qu'une œuvre éminemment démocratique. Si l'étranger personnifié en Napoléon III le résolution, celui-ci n'a qu'une appréhension, celle du triomphe de la révolution sur un point quelconque de l'Europe. Il sait en effet combien l'épidémie révolutionnaire est contagieuse et que pour celle-ci surtout il n'y a ni Pyrénées, ni Alpes, ni Rhin. Son intérêt est donc de laisser les choses se traîner comme elles pourront et d'attirer l'attention sur un autre point que Rome. Voilà pourquoi la question, très grave, très sérieuse, de la Vénétie semble se réveiller, elle aussi, avec une nouvelle intensité.

Mais l'opinion, en Italie, se se modèle point sur les conditions politiques des Tuileries. Sans doute la voix qui crie : "A Venise !" sera accueillie favorablement ; mais on lui répondra : "A Venise et à Rome !" sinon "A Rome et à Venise !"

Je vous le faisais prévoir en temps opportun : l'entrevue de Compiègne avec le roi de Prusse devait être, et elle a été, en effet, sans résultat, même pour un traité de commerce qui a bien de la peine à aboutir. On disait alors que Guillaume IV irait en quelques sortes se laver de cette entrevue dans une conférence qu'il aurait avec François Joseph. Notre presse officieuse se hâta de démentir ce fait, comme elle dément tout ce qui la contrarie. Eh bien ! il paraît aujourd'hui à peu près certain, et l'on fixe même à quelques jours de ici la réunion des deux grands souverains allemands.

Il y a sans doute encore quelque chose de plus que la *bourse de Trade*, au chapitre du coton, accusant une diminution de près de 1 million et demi dans la valeur des approvisionnements de toute nature, et près d'un quart de diminution dans la valeur des cotons filés. Le *Times* cherche à se consoler du présent par les perspectives de l'avenir. Quelle entre violente, dit il, se trouve derrière elle de grands profits pour l'humanité ! Cette philosophie de la guerre et cette métaphysique des calamités sociales peut être aussi juste qu'elle est peu nouvelle. Par malheur, elle ne remédie à rien, et le mécanisme du coton serait bien mieux l'affaire de Lancashire.

Je terminerai en vous parlant des deux grandes préoccupations transatlantiques que nous donnent l'expédition mexicaine et la lutte des Etats Unis. Il semblerait qu'il y a en ce moment une certaine solidarité entre les deux. Pendant que les journaux de New York nous apprennent que le Mexique offre aux Etats Unis de verser entre leurs mains le produit de leurs douanes jusqu'à concurrence des sommes réclamées par les puissances, ce qui rendrait l'expédition dont on parle à peu près inutile, on en prépare les préparatifs. Les hésitations soulevées de l'Angleterre ne permettent point de dire avec quelque certitude ce qui se passera définitivement que sont hésitations comme. Pourquoi non ? C'est que l'Angleterre et la France trouveraient un besoin l'expédition contre le Mexique au profit des planteurs du Sud, en allant faire, sur la route des cotons de la Nouvelle Orléans ; la reconnaissance des Etats du Sud vivendati d'elle même dans cette hypothèse.— Tout cela semble bien invraisemblable. Défiez vous cependant de l'Angleterre quand elle a un intérêt quelconque à commettre un acte qui semble impossible. C'est par des victoires que les Etats du Nord doivent conjurer les appréhensions de ce danger.

CHRONIQUE LOCALE.

Conseil de Ville.—Le Bureau des Aldermen s'est réuni hier soir sous la présidence de M. Seitz.

L'ordonnance sur les taxes et l'eau a été mise en discussion et adoptée section par section telle qu'elle a été votée par le Bureau Inférieur.

Le seul amendement fait à cet le changement de taxe sur les Assurances contre l'incendie, qui a été fixée à un demi pour cent sur les primes brutes, à ce titre imposées, au lieu de 1 pour cent. Le produit de cette taxe, ajoutée à celle du timbre, chaque Compagnie avec $3.50 pour les assurances sur la vie et $2500 pour les assurances autres que celles contre l'incendie.

Les comptes des rues et des bâtisses ont fait leur rapports ; des rapports relatifs à d'affaires de moins peu d'importance, ont été adoptés. Le Bureau alors s'est ajourné pour se joindre au Bureau Inférieur en séance générale à 7 heures.

Le Bureau des Aldermen s'est réuni, comme de l'usage, hier soir, sous la présidence de M. Regnaud. Le bureau des Aldermen a annoncé son concours à diverses résolutions et a demandé le stéréotypage pour chaîtres dans à son intitulée. Celles passées par le Bureau pour le paiement de sommes arriérées dues aux Assomptis Rescrédes ont été déposées sur le bureau, sujettes à appel.

La résolution du bureau supérieur ordonnant l'allocation d'une somme de $450, pour aider M. J. C. Wingate à terminer son nouveau canon rayé, a été référée en consulte au bureau inférieur.

L'amendement du bureau supérieur à l'ordonnance des Taxes (plus haut rapporté), a reçu le concours du bureau inférieur.

La consulte des Rennes a fait son rapport avec diverses recommandations. Cette consulte, à l'allocation d'une somme de $530, en faveur de la Brigade des Gardes d'Orléans pour le continuation d'un hangar pour les pièces de canon, sur la rue des Remparts, a rencontré de l'opposition et a été référée en capitale des pièces.

Le projet de résolution tendant à accorder à Otard Stith une allocation pour un service comme contrat Recorder, a été déposée sur le bureau, mjet à appel.

Le comité à recommandé l'acquisition de l'adjudication du fermage du marché à la viande, aux légumes et aux fruits, et leur semées aux enchères.—Adopté. M. Lodin a présenté une résolution permettant aux fermiers de ces trois marchés de louer des places le long des banquettes.—Adopté. Sur motion de M. Sagge, la demande d'autorisation à faire à la législature pour l'émission de $600,000 de bons à été changée en une demande d'autorisation pour $1,000,000 de bons.

Les deux bureaux s'étant réunis en session générale, M. William Wheam, Wm Wheelright, J. H. Hewes et E. L. Wiseman ont été élus commissaires de la Maison de Refuge des jeunes grenes, et M. C. T. Badeckes été du directeur des écoles publiques de Quatrième District par neuf voix, contre huit obtenues par son concurrent, M. Prof. Gonnelle.

Le bureau inférieur a passé une résolution autorisant le Trésorier et le Contrôleur à nommer d'ici jusqu'au prochain vote à un salaire de $100 par tonne, qui sera chargée de signer pour eux les bills de taxes et de Revenus.

Le bureau s'est ajourné.

De son côté, le bureau supérieur a donné son consentit à la résolution reportant les trois marchés français, et à cette permettant que les bills de taxes et de Revenus soient signés par des députés.

Marché Gratuit.—Il a été distribué, hier, 10 de viande, des provisions à 1400 familles.

Les nouvelles sont rares :

2000 pains, 147 boisseaux de farine de maïs, 9 barils de sucre, 10 barils de mélasse, 9 barils, 14 barillets de saupoudrage, 7 caisses de savons, 4 sacs de sel, 60 sacs de pommes de terre, 20 sacs de navets, 700 chaux, 250 paquets de poissons, 400 paquets d'oignons, 300 gousses.

Garden d'Orléans — Le régiment des Gardes d'Orléans a célébré hier l'anniversaire de sa fondation. Il s'est réuni, à trois heures de l'après-midi, à sa caserne, rue d'Orléans, pour a descendre la rue Royale pour aller rejoindre la Batterie (capitaine Seal). Baisseau, lieutenant H. Dumézel qui l'attendait dans la rue de l'Esplanade, pour défiler n'est rendu chez le marchand de drapeau, Mlle Lapidire, à qui les officiers ont présenté un magnifique bouquet au nom du corps.

Précédé de la Batterie qui avait six pièces en bronze, avec caisonne, forge, harnais en grand cœur'et, le régiment est parti de l'emoigrance des rues Orléans et Dauphine à quatre heures et demie, à jeunes cette dernière rue jusqu'à la rue du Canal où, après être passé en face des bureaux de gouverneur et du général Lovell, il a monté la rue Carondelet jusqu'à la rue Poydras, puis est revenu à la caserne par les rues St Charles et Royale.

Le régiment était très nombreux, notre nombreux, cependant, qu'à la dernière grande revue, mais on a admiré comme toujours son excellente tenue, la régularité de ses mouvements, que le général Lovell a tout d'abord remarquées.

Nous avons cru observer et nous avons entendu dire que le son des tambours et des instruments n'arrivaient point jusqu'à la compagnie qui forme l'extrême gauche. Si cela est, n'y serait-il pas un moyen de faire disparaître ce bourdonnement ?

Prisonniers fédéraux—Un maître d'équipage et huit matelots de la flotte de Lincoln sont arrivés ici par le train de nuit du chemin de fer des Opelousas, le nuit dernière, et conduits à la prison de Parodoxe comme prisonniers de guerre. Ils ont été faits prisonniers sur le Dernière lie, par le Lieutenant Shepperd, de la marine des Etats Confédérés, commandant du steamer *Mobile*, et amené à Brasher City, lundi. Ils étaient venus à terre, et leur bateau s'étant échoué, ils ne purent s'en retourner. Ce sont les mêmes hommes que le pêcheur d'huîtres avait guidé à son camp, et dont il avait emporté les armes et équipements à Brasher City, et c'est sur le rapport de ce brave homme que le lieutenant Shepperd se mit à leur recherche.

Mme Sweet et M. Lincoln sont toujours en prison, mais on n'a encore trouvé aucune raison de les mettre en de les pourvoirre. Il est très probable qu'ils seront acquittés, demain ou après demain.

Mme Sweet dit qu'elle était avec elle huit mille plus tôt seulement et que cette somme lui appartenait, que M. Stephens en avait dix mille, qu'elle en avait laissé neuf mille derrière elle et qu'il avait laissé toutes ses propriétés.

Elle a rendu les traîtres qu'il a emportés, mais quant aux quarante-neuf doublons, elle n'en a rapporté que deux, les autres ayant servi à faire face aux dépenses encourues pendant le voyage et à Brownsville.

Paragraphes — George East a été arrêté lundi, entre minuit et une heure, chez lui, rue Gallatin. Il est accusé d'avoir semblé à malintendre et voulu tuer un nommé Charles Dallin. Trois hommes et une femme ont été arrêtés comme témoins. Dallin est à l'Hôpital de Charité.

—Dans l'affaire d'empoisonnement le recorder Adams a rendu le décret suivant : Les deux prisonniers ne présentent pas l'affidavit—il existe une grande différence entre les preuves et les allégations. Je ne vois pas le moindre témoignage établissant qu'il ait été administré du poison, mais comme la cause est grave et peut-être compliquée, je ne puis pas les relâcher. Je avoule les inculpés devant le Premier Cour de District, et ordonne qu'ils donnent chacun un cautionnement de deux cents piastres pour répondre de leur comparution.

A la Première Cour de District, Henry Holmes, à, 1., a demandé un writ d'habeas corpus qui lui a été accordé.—Le ministère public n'a pas trouvé bien à poursuivre les personnes arrêtées : A. Wagner, Jos. Lorlin et J. T. Kearney, accusés de larcin ; Wm Schreiber et David alias J. Leisher, accusés de vols de fait.

A la Première Cour de District, Henry Holmes, à, 1., a demandé un writ d'habeas corpus qui lui a été accordé.—Le ministère public n'a pas trouvé bien à poursuivre les personnes arrêtées : A. Wagner, Jos. Lorlin et J. T. Kearney, accusés de larcin ; Wm Schreiber et David alias J. Leisher, accusés de vols de fait.

Mme Francoise Salmon et Antoine Rentier ont été mis en état hier dans le Cinquième District et renvoyés devant la Première Cour de District, pour avoir commis des voies de fait.

Pierre Lagoire, à qui les officiers ont présenté un magnifique bouquet au nom du corps.

Précédé de la Batterie qui avait six pièces en bronze, avec caisonne, forge, harnais en grand cœur'et, le régiment est parti de l'emoigrance des rues Orléans et Dauphine à quatre heures et demie, à jeunes cette dernière rue jusqu'à la rue du Canal où, après être passé en face des bureaux de gouverneur et du général Lovell, il a monté la rue Carondelet jusqu'à la rue Poydras, puis est revenu à la caserne par les rues St Charles et Royale.

Le régiment était très nombreux, notre nombreux, cependant, qu'à la dernière grande revue, mais on a admiré comme toujours son excellente tenue, la régularité de ses mouvements, que le général Lovell a tout d'abord remarquées.

Nous avons cru observer et nous avons entendu dire que le son des tambours et des instruments n'arrivaient point jusqu'à la compagnie qui forme l'extrême gauche. Si cela est, n'y serait-il pas un moyen de faire disparaître ce bourdonnement ?

Prisonniers fédéraux—Un maître d'équipage et huit matelots de la flotte de Lincoln sont arrivés ici par le train de nuit du chemin de fer des Opelousas, le nuit dernière, et conduits à la prison de Parodoxe comme prisonniers de guerre. Ils ont été faits prisonniers sur le Dernière lie, par le Lieutenant Shepperd, de la marine des Etats Confédérés, commandant du steamer *Mobile*, et amené à Brasher City, lundi. Ils étaient venus à terre, et leur bateau s'étant échoué, ils ne purent s'en retourner. Ce sont les mêmes hommes que le pêcheur d'huîtres avait guidé à son camp, et dont il avait emporté les armes et équipements à Brasher City, et c'est sur le rapport de ce brave homme que le lieutenant Shepperd se mit à leur recherche.

Mme Sweet et M. Lincoln sont toujours en prison, mais on n'a encore trouvé aucune raison de les mettre en de les pourvoirre. Il est très probable qu'ils seront acquittés, demain ou après demain.

Mme Sweet dit qu'elle était avec elle huit mille plus tôt seulement et que cette somme lui appartenait, que M. Stephens en avait dix mille, qu'elle en avait laissé neuf mille derrière elle et qu'il avait laissé toutes ses propriétés.

Elle a rendu les traîtres qu'il a emportés, mais quant aux quarante-neuf doublons, elle n'en a rapporté que deux, les autres ayant servi à faire face aux dépenses encourues pendant le voyage et à Brownsville.

Paragraphes — George East a été arrêté lundi, entre minuit et une heure, chez lui, rue Gallatin. Il est accusé d'avoir semblé à malintendre et voulu tuer un nommé Charles Dallin. Trois hommes et une femme ont été arrêtés comme témoins. Dallin est à l'Hôpital de Charité.

—Dans l'affaire d'empoisonnement le recorder Adams a rendu le décret suivant : Les deux prisonniers ne présentent pas l'affidavit—il existe une grande différence entre les preuves et les allégations. Je ne vois pas le moindre témoignage établissant qu'il ait été administré du poison, mais comme la cause est grave et peut-être compliquée, je ne puis pas les relâcher. Je avoule les inculpés devant la Première Cour de District, et ordonne qu'ils donnent chacun un cautionnement de deux cents piastres pour répondre de leur comparution.

A la Première Cour de District, Henry Holmes, à, 1., a demandé un writ d'habeas corpus qui lui a été accordé.—Le ministère public n'a pas trouvé bien à poursuivre les personnes arrêtées : A. Wagner, Jos. Lorlin et J. T. Kearney, accusés de larcin ; Wm Schreiber et David alias J. Leisher, accusés de vols de fait.

Mme Francoise Salmon et Antoine Rentier ont été mis en état hier dans le Cinquième District et renvoyés devant la Première Cour de District, pour avoir commis des voies de fait.

Pierre Lagoire, à qui les officiers ont présenté un magnifique bouquet au nom du corps.

Précédé de la Batterie qui avait six pièces en bronze, avec caisonne, forge, harnais en grand cœur'et, le régiment est parti de l'emoigrance des rues Orléans et Dauphine à quatre heures et demie, à jeunes cette dernière rue jusqu'à la rue du Canal où, après être passé en face des bureaux de gouverneur et du général Lovell, il a monté la rue Carondelet jusqu'à la rue Poydras, puis est revenu à la caserne par les rues St Charles et Royale.

Le régiment était très nombreux, notre nombreux, cependant, qu'à la dernière grande revue, mais on a admiré comme toujours son excellente tenue, la régularité de ses mouvements, que le général Lovell a tout d'abord remarquées.

Nous avons cru observer et nous avons entendu dire que le son des tambours et des instruments n'arrivaient point jusqu'à la compagnie qui forme l'extrême gauche. Si cela est, n'y serait-il pas un moyen de faire disparaître ce bourdonnement ?

Prisonniers fédéraux—Un maître d'équipage et huit matelots de la flotte de Lincoln sont arrivés ici par le train de nuit du chemin de fer des Opelousas, le nuit dernière, et conduits à la prison de Parodoxe comme prisonniers de guerre. Ils ont été faits prisonniers sur le Dernière lie, par le Lieutenant Shepperd, de la marine des Etats Confédérés, commandant du steamer *Mobile*, et amené à Brasher City, lundi. Ils étaient venus à terre, et leur bateau s'étant échoué, ils ne purent s'en retourner. Ce sont les mêmes hommes que le pêcheur d'huîtres avait guidé à son camp, et dont il avait emporté les armes et équipements à Brasher City, et c'est sur le rapport de ce brave homme que le lieutenant Shepperd se mit à leur recherche.

Mme Sweet et M. Lincoln sont toujours en prison, mais on n'a encore trouvé aucune raison de les mettre en de les pourvoirre. Il est très probable qu'ils seront acquittés, demain ou après demain.

Mme Sweet dit qu'elle était avec elle huit mille plus tôt seulement et que cette somme lui appartenait, que M. Stephens en avait dix mille, qu'elle en avait laissé neuf mille derrière elle et qu'il avait laissé toutes ses propriétés.

Elle a rendu les traîtres qu'il a emportés, mais quant aux quarante-neuf doublons, elle n'en a rapporté que deux, les autres ayant servi à faire face aux dépenses encourues pendant le voyage et à Brownsville.

Paragraphes — George East a été arrêté lundi, entre minuit et une heure, chez lui, rue Gallatin. Il est accusé d'avoir semblé à malintendre et voulu tuer un nommé Charles Dallin. Trois hommes et une femme ont été arrêtés comme témoins. Dallin est à l'Hôpital de Charité.

—Dans l'affaire d'empoisonnement le recorder Adams a rendu le décret suivant : Les deux prisonniers ne présentent pas l'affidavit—il existe une grande différence entre les preuves et les allégations. Je ne vois pas le moindre témoignage établissant qu'il ait été administré du poison, mais comme la cause est grave et peut-être compliquée, je ne puis pas les relâcher. Je avoule les inculpés devant la Première Cour de District, et ordonne qu'ils donnent chacun un cautionnement